

Publications périodiques

Comptes annuels

CAISSE CENTRALE DU CREDIT IMMOBILIER DE FRANCE – 3CIF

Société anonyme au capital de 117 013 941 euros

26-28, rue de Madrid – 75384 PARIS CEDEX 08

339 350 712 R.C.S. PARIS

Exercice social du 01/01/2017 au 31/12/2017

Comptes annuels approuvés par l'Assemblée Générale Mixte du 23 mai 2018.

I. — BILAN AU 31 DECEMBRE 2017.

(En milliers d'euros.)

ACTIF	Note	31/12/2017	31/12/2016
Caisse, banques centrales, CCP		599 976	470 330
Effets publics et valeurs assimilées	4.1.3	323 202	382 796
Créances sur les établissements de crédits	4.1.1	13 565 283	11 138 853
Opérations avec la clientèle	4.1.2	12 556	13 527
Obligations et autres titres à revenu fixe	4.1.3	165 505	262 198
Actions et autres titres à revenu variable	4.1.3	178	678
Participations et autres titres détenus à LT	4.1.5	46	48
Parts dans les entreprises liées	4.1.5	1	1
Immobilisations incorporelles	4.1.5	0	0
Immobilisations corporelles	4.1.5	0	0
Autres actifs	4.1.6	1 699 911	2 219 282
Comptes de régularisation	4.1.7	183 265	275 518
TOTAL DE L'ACTIF		16 549 922	14 763 231

Avec contre-valeur en euros des actifs en devises

PASSIF	Note	31/12/2017	31/12/2016
Dettes envers les établissements de crédit	4.1.1	8 388 010	124 018
Opérations avec la clientèle	4.1.2	94 945	903 948
Dettes représentées par un titre	4.1.4	7 198 713	12 706 070
Autres passifs	4.1.6	286 365	329 670
Comptes de régularisation	4.1.7	223 581	353 005
Provisions	4.1.8	6 500	7 418
Dettes subordonnées	4.1.9	65 647	65 647
Fonds pour risques bancaires généraux			
Capitaux propres hors FRBG	4.1.10	286 160	273 454
Capital souscrit		117 014	117 014
Primes d'émission		52 226	52 226
Réserves		17 559	17 540
Provisions réglementées et subventions d'investissement			16 409
Report à nouveau		70 246	45 631
Résultat de l'exercice		29 116	24 634
TOTAL DU PASSIF		16 549 922	14 763 231

Avec contre-valeur en euros des passifs en devises

II. — HORS-BILAN AU 31 DECEMBRE 2017.

(En milliers d'euros.)

	Note	31/12/2017	31/12/2016
ENGAGEMENTS DONNES		10 311 480	1 423 418
Engagements de financement	4.2.1		
Engagements de garantie	4.2.1	10 239 480	1 351 418
Engagements sur titres	4.2.1		
Autres engagements donnés	4.2.1	72 000	72 000
ENGAGEMENTS RECUS		10 592 479	2 864 483
Engagements de financement	4.2.1		
Engagements de garantie	4.2.1	10 566 302	2 838 157
Engagements sur titres	4.2.1		
Autres engagements reçus	4.2.1	26 177	26 327

III. — COMPTE DE RESULTAT AU 31 DECEMBRE 2017.

(En milliers d'euros.)

	Note	31/12/2017	31/12/2016
+ Intérêts et produits assimilés	4.3.1	702 287	965 979
- Intérêts et charges assimilées	4.3.2	-666 885	-917 716
+ Revenus des titres à revenu variable	4.3.3	43	39
- Commissions (produits)	4.3.4	185	1 374
- Commissions (charges)	4.3.5	-1 610	-1 100
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	4.3.6	1 579	-1 365
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	4.3.7	0	7 265
+ Autres produits d'exploitation bancaire	4.3.8	0	9
- Autres charges d'exploitation bancaire	4.3.9	-21	-12
PRODUIT NET BANCAIRE		35 577	54 474
- Charges générales d'exploitation	4.3.10	-9 770	-16 557
- Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles			
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION		25 808	37 918
+/- Coût du risque	4.3.11	121	42
RESULTAT D'EXPLOITATION		25 929	37 960
+/- Gains ou pertes sur actifs immobilisés	4.3.12	794	83
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS		26 723	38 043
+/- Résultat exceptionnel	4.3.13	-467	372
- Impôt sur les bénéfices	4.3.14	-13 550	-13 781
+/- Dotations/reprises de FRBG et provisions réglementées	4.3.15	16 409	
RESULTAT NET		29 116	24 634

IV. — ANNEXE AU COMPTES SOCIAUX.

I - Faits marquants de la période et événements postérieurs à la clôture des comptes

1.1 GARANTIE DE L'ETAT

- RAPPEL DES CARACTERISTIQUES D'EXPLOITATION SPECIFIQUE DU GROUPE

Par décision du 27 novembre 2013, la Commission Européenne a autorisé la République Française à délivrer sa garantie définitive au Crédit Immobilier de France. Le même jour la République Française, CIFD, la 3CIF et CIF Euromortgage, en présence de CIF Assets et de la Banque de France, ont signé un protocole définissant les modalités et conditions de cette garantie qui s'articule en deux volets :

- une garantie dite « externe » d'un montant maximum de 16 milliards d'euros portant sur les titres financiers émis, à compter du 28 février 2013, par la 3CIF pour refinancer les actifs du Crédit Immobilier de France,
- une garantie dite « interne » à concurrence d'un montant maximum de 12 milliards d'euros portant sur les sommes dues à CIF Euromortgage et CIF Assets au titre des placements de trésorerie qu'ils effectuent auprès de la 3CIF ainsi que sur les sommes dues par cette dernière au titre des opérations sur instruments financiers à terme conclues avec CIF Euromortgage et CIF Assets.

En contrepartie, le Groupe CIF est mis en résolution ordonnée et a, dans ce cadre, souscrit un certain nombre d'engagements dont, notamment, celui de cesser, à compter de la date de signature du protocole définitif, toute nouvelle activité de production de prêts et de verser à l'Etat une rémunération composée :

- d'une commission de base de 5 points de base sur les montants garantis supportée par la 3CIF,
- d'un montant de mise en place de la garantie d'un montant de 5 millions d'euros intégralement dû par CIFD et exigible le 28 novembre 2013. Ce montant de mise en place a été payé par CIFD à l'Etat par compensation avec le prix de souscription par l'Etat d'une action de préférence dans le capital de CIFD,
- d'une commission additionnelle supportée par CIFD égale à 145 points de base sur l'encours moyen annuel réel couvert par la garantie externe et 148 points de base sur l'encours moyen annuel réel couvert par la garantie interne sous réserve de l'absence d'événement limitatif de paiement ou que le paiement de la Commission Additionnelle n'ait pas pour conséquence d'abaisser le ratio de solvabilité consolidé du Groupe (tel que calculé au 31 décembre du dernier exercice clos) en deçà de 12 % ou que tout autre ratio relatif aux fonds propres soit maintenu.

- IMPACT SUR LES COMPTES 2017

CIF Euromortgage a bénéficié, au cours de l'exercice 2017, de la garantie de l'Etat au titre des placements de liquidité et des opérations sur instruments financiers à terme qu'elle a conclus avec la 3CIF. Au 31 décembre 2017, les expositions bénéficiant de la garantie de l'Etat s'élèvent à 509,92 millions d'euros.

Au 31 décembre 2017, la 3CIF a constaté dans ses comptes une charge de 4,14 millions d'euros au titre de la commission de 5 points de base et l'encours d'émissions bénéficiant de la garantie de l'Etat s'établit à 6,231 milliards d'euros contre 9,51 milliards au 31 décembre 2016.

1.2 REFINANCEMENTS

L'importance de la baisse des taux et le maintien de ces derniers à un bas niveau ont incité la clientèle du Groupe à recourir aux remboursements par anticipation de ses prêts. Ainsi sur l'ensemble de l'exercice 2017, les remboursements par anticipation ont représenté un montant de 2,4 milliards d'€ soit un taux de 12,89 %. Ils ont induit un apport de liquidité que le Groupe a souhaité employer en effectuant des rachats de titres préalablement émis et bénéficiant de la garantie de l'Etat, ce pour un montant global de 1 059 Millions d'euros. Ces opérations de rachats ont permis d'optimiser la trésorerie du Groupe et par conséquent ses coûts de placement, tout en ajustant la garantie de l'Etat à ses besoins réels.

Dans ce cadre deux types d'opérations de rachat de dette garantie ont été menés. L'un portant sur des titres ayant fait l'objet de procédures d'émissions dites privées, ce pour un montant nominal de 285,7 millions d'euros, quasi équivalent à la valeur de marché, l'autre sur des émissions ayant fait l'objet de procédures de type public, pour un montant nominal de 773,4 millions d'euros et de 787,4 millions d'euros en valeur de marché.

Par ailleurs et au cours de l'exercice 2017, la 3CIF a procédé au remboursement de plusieurs ressources à moyen et long terme arrivées à échéance pour un montant total de 2,9 milliards d'euros composé très majoritairement d'emprunts ayant bénéficié de la garantie de l'Etat.

La société a procédé au premier trimestre 2017 à une émission bénéficiant de la garantie de l'Etat d'un nominal de 650 millions d'euros.

1.3 RACHAT DE CREANCES DE CIF ASSETS

Le Groupe a connu un changement majeur le 15 février 2017 qui a impacté les modalités de refinancement interne.

Il est rappelé que jusqu'au 15 février 2017, le refinancement du Groupe était assuré par un montage mettant en jeu, le Fond Commun de Titrisation CIF Assets, créée en 2001, CIF Euromortgage et 3CIF. En effet, les créances des sociétés de financement régionales avaient été cédées au fil de l'eau à CIF Assets dont les parts prioritaires A étaient la propriété de la Société de Crédit Foncier (SCF) CIF Euromortgage, et les parts non prioritaires B la propriété de CIFD. La SCF s'étaient refinancée, jusqu'à la mise en place de la résolution ordonnée, par l'émission d'Obligation Foncière. Ainsi 3CIF couvrait une partie des besoins des sociétés de refinancement et de CIFD, l'autre partie étant couverte par CIF Euromortgage.

Cependant, conformément à l'article R. 513-3 IV du Code monétaire et financier (le Code), les sociétés de crédit foncier ne pourront plus détenir, à compter du 31 décembre 2017, de titres émis par un fonds commun de titrisation que dans la limite de 10 % du montant nominal des obligations foncières émises et autres ressources privilégiées. Ce règlement remettait donc en question, pour CIF Euromortgage, la détention de parts A de CIF Assets, à hauteur de plus de 10 % de son actif.

L'article 154 de la loi relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique dite loi Sapin II, promulguée le 9 décembre 2016, permettant aux Sociétés de Crédits Fonciers (SCF) le recours au bénéfice de l'article L. 211-38 du Code, CIF Euromortgage a donc été en mesure de remanier son actif, constitué, ainsi que précédemment souligné, pour une très large partie d'obligations prioritaires émises par CIF Assets, pour se conformer à la nouvelle réglementation, et ce dès février 2017.

Au 15 février 2017, CIF Assets a donc été liquidée. Par conséquent depuis lors, CIF Euromortgage recourt majoritairement au bénéfice de l'article L. 211-38 du Code pour financer exclusivement 3CIF qui elle-même refinance désormais intégralement et directement CIFD par le biais des lignes Evergreen, elles aussi régies par l'Article L211-38 du Code. Par ailleurs, il résulte de ce schéma un certain nombre d'obligations de garantie données par 3CIF, au profit de CIF Euromortgage.

Cette opération a eu les conséquences suivantes sur le bilan de 3CIF :

- la hausse des prêts Evergreen octroyés à CIFD qui au 31 décembre 2017 s'élèvent à 13,347 milliards d'euros contre 9,03 milliards d'euros au 31 décembre 2016,
- le remboursement par CIF Euromortgage des BH et CD émis par 3CIF dont l'encours au 31 décembre 2016 s'élevait à respectivement à 1 milliard et 1,2 milliard d'euros,
- la souscription par 3CIF à des emprunts auprès de CIF Euromortgage sous forme de prêts dont les garanties relèvent de l'article L211-38 du Code du Commerce et dont le solde au 31 décembre 2017 s'élève à 7,732 milliards d'euros, en valeur nominale,
- les placements de Cif Euromortgage auprès de la 3CIF sous forme de prêts court terme, couvert par la garantie de l'Etat, dont le solde au 31 décembre 2017 ressort à 455 millions d'euros.

Au sein du hors-bilan de 3CIF apparaissent :

- pour 10,238 milliards d'euros au 31 décembre 2017, le montant des créances venant en garantie des prêts accordés par Cif Euromortgage à 3CIF au titre de l'article L211-38 du Code du Commerce,
- pour 10,564 milliards d'euros, le montant des créances adossées aux financements accordés par la 3CIF à CIFD.

1.4 GESTION DES COUVERTURES

— Résiliation de contrats d'options

Au cours de l'exercice 2017, le Groupe Crédit Immobilier de France a poursuivi son programme de simplification juridique dans le cadre du plan de résolution ordonnée. Le programme de résiliation des caps « maturité » détenus par la 3CIF s'est poursuivi. L'opération globale réalisée en décembre 2017 avec quatre contreparties externes représente un total de notionnel de 200 millions d'euros répartis sur quarante-trois contrats.

Les primes restant à étaler sur ces contrats qui représentaient 1,01 million d'euros au 31 décembre 2016, et leur totale dépréciation, en tant que portefeuille en position ouverte isolée, ont été amorties sur l'exercice 2017.

— Simplification de swaps de couverture interne avec Cifd

Le groupe a poursuivi sa politique de simplification de la gestion centralisée et consolidée, excepté Cif Euromortgage, des couvertures de risque de taux, en regroupant au cours du troisième trimestre 2017 la totalité des 999 contrats vivants au 23 octobre 2017, 14 contrats arrivant à échéance à cette même date, anciennement conclues avec les SFR, en un seul et unique contrat de swap amortissable avec Cifd d'un montant de notionnel de 7,71 milliards d'euros.

Les conditions de taux et de maturité de cette nouvelle opération étant calquées sur les moyennes arithmétiques des anciens contrats, l'opération dans son ensemble n'a aucun impact dans les comptes 2017 de la 3CIF, à l'exception de l'amortissement accéléré des soultes de swaps pour 56 mille euros.

— Amélioration de la couverture de risque de taux de Cif Euromortgage - Congruence

Les agences de notations considérant que la Société de Crédit Foncier deviendrait, en cas de faillite de la 3CIF, directement propriétaire de l'ensemble des créances apportées en garantie dans le cadre de l'article L211-38 du Code, requièrent que dans pareil cas, la SCF n'ait pas à constater de risque de taux généré par une position de l'actif différente de celle du passif. De fait la SCF, depuis la restructuration de son actif, précédemment mentionnée, a débuté la mise en place d'une position de taux lui garantissant une absence de distorsion entre les rendements des actifs procurés en garantie et celui des Obligations foncières et Registered covered bonds émis.

1.5 PROVISION POUR RESTRUCTURATION DANS LE CADRE DE L'ACCORD DE GESTION SOCIALE

Dans le cadre du plan de résolution ordonnée, le CIF a mené avec les organisations représentatives du personnel des négociations qui ont abouti le 20 décembre 2013 à la signature d'un accord de gestion social (AGS) qui définit dans le temps :

- les mesures d'accompagnement des salariés maintenus dans l'emploi au sein du CIF,
- les mesures d'accompagnement des salariés amenés à quitter le CIF dans le cadre d'un licenciement pour motif économique,
- les mesures de mobilité externe par suspension du contrat de travail en anticipation de plan de sauvegarde de l'emploi (PSE),
- des mesures de plan de préretraite et de départ à la retraite.

Le plan de résolution ordonnée s'est traduit par la mise en œuvre de PSE successifs :

- les PSE1 et PSE2 finalisés en 2017 par le départ définitif des collaborateurs concernés,
- le PSE3 en partie réalisé en 2017 et qui se poursuivra pour l'essentiel en 2018.

Pour les collaborateurs notifiés avant le 31 décembre, la part de provision précédemment constituée a été reprise au profit, notamment, de charges à payer pour les indemnités non liquidées au dernier jour de l'exercice.

Le CIF a comptabilisé les indemnités de rupture de contrat de travail au passif et en charges exceptionnelles car il s'est engagé à mettre fin au contrat de travail de tous les membres du personnel avant l'âge normal de leur départ en retraite dans le cadre sa mise en résolution ordonnée. Par ailleurs, le CIF se trouve engagé, par les accords contractuels (i.e. l'AGS) passés avec son personnel ou ses représentants, à effectuer des paiements et/ou à accorder d'autres avantages aux membres du personnel lorsqu'il met fin à leur contrat de travail.

Le Crédit Immobilier de France et ses filiales ont utilisé la méthode progressive pour déterminer la valeur actualisée de son obligation au titre des prestations définies, le coût correspondant des services rendus au cours de l'exercice et, le cas échéant, le coût des services passés (i.e. droits acquis au 31 décembre 2017 actualisés).

Les hypothèses actuarielles sont objectives et mutuellement compatibles et restent les meilleures estimations faites par le CIF des variables qui détermineront le coût final à comptabiliser. Ces hypothèses comprennent :

- une hypothèse démographique relative aux caractéristiques futures du personnel actuel réunissant les conditions requises pour bénéficier des avantages. Cette hypothèse démographique porte sur la mortalité pendant l'emploi ;
- aucune hypothèse de taux de rotation n'est retenue, les taux d'utilisation reflétant en partie cette variable ;
- une hypothèse de taux d'utilisation de chacune des mesures qui est reprise de la négociation entre le CIF et les représentants du personnel (i.e. l'AGS) ;
- des hypothèses financières portant sur les éléments suivants :
 - le taux d'actualisation,
 - les niveaux futurs des salaires et avantages du personnel (taux de 0,30 % au 31 décembre 2017).

Le taux appliqué pour actualiser les obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi a été déterminé par référence à un taux de marché, à la date de clôture, fondé sur les obligations d'entreprises de première catégorie. Le taux d'actualisation qui sert de référence est le taux des obligations de première qualité du secteur privé et de durée équivalente à celle des engagements.

Au 31 décembre 2017, la provision pour AGS inscrite dans les comptes de la 3CIF, pour les seuls salariés de la société, est de 6,50 millions d'euros contre 7,42 millions d'euros au 31 décembre 2016.

1.6 MECANISME ET FOND DE RESOLUTION UNIQUE

Le Mécanisme de résolution unique (MRU) et Fond de Résolution Unique (FRU) institués par le règlement 806/2014 du parlement Européen le 15 juillet 2014 se substitueront aux fonds de résolution nationaux des états membres sous tutelle de la BCE dès 2016.

Ces institutions, régies par le conseil de résolution unique (CRU) dont les missions sont :

- pour le MRU la mise en œuvre d'une surveillance prudentielle harmonisée et de qualité des banques,
- pour le FRU la mutualisation des cotisations des assujettis ;

Elles ont pour vocation d'anticiper et de pallier à la défaillance des établissements bancaires.

Cette mesure entrant en vigueur dès 2015 sur le plan national (ordonnance 2015-1024), sous l'autorité de l'ACPR, la contribution de la Caisse Centrale du Crédit Immobilier au Fonds de Résolution Bancaire Unique pour l'exercice 2017 s'élève à 4,96 millions d'euros contre 3,21 millions d'euros au 31 décembre 2016.

1.7 PROVISIONS REGLEMENTEES POUR RISQUES DE CREDITS MOYENS ET LONGS TERMES

CIFD, maison mère de 3CIF, a finalisé en 2017 l'absorption de l'ensemble de ces filiales porteuses de crédits immobiliers. Elle devient de facto l'unique contrepartie sur les encours Evergreen et autres financements longs termes accordés aux anciennes Sociétés Foncières Régionales. Ces opérations ont permis de faire aboutir l'évolution du mode de gestion du groupe, en passant d'une forte subsidiarité à une centralisation de l'ensemble des décisions au niveau de CIFD et le suivi des risques et la politique de recouvrement des encours douteux ont été entièrement harmonisés.

Enfin, la diminution de l'encours, conséquence de l'arrêt de production et la stabilisation de la sinistralité permet à la 3CIF d'avoir une forte visibilité sur la capacité de CIFD à rembourser les avances et prêts qu'elle lui accorde.

L'ensemble de ces facteurs ont conduit la 3CIF à reprendre en 2017, dans son intégralité, la provision réglementée pour risques de crédits moyens et longs terme de 16,41 millions d'euros.

1.8 IMPOT SUR LES BENEFICES

3CIF a fait l'objet d'un contrôle fiscal portant sur la période du 1^{er} janvier 2013 au 31 décembre 2014. L'Administration fiscale a remis en cause la déductibilité de la provision pour risques afférents aux opérations de crédits à moyen et long termes (16,4M€). Les conséquences pour la société sont un paiement en 2017 à CIFD en tant que société mère du groupe d'intégration fiscale.

1.9 ELEMENTS SURVENUS DEPUIS LE 31 DECEMBRE 2017

- EMISSIONS ET REMBOURSEMENTS

Depuis la clôture de l'exercice 2017, 3 CIF a procédé aux remboursements de trois lignes obligataires pour un montant de 1 074,5 millions d'euros, dont une garantie par l'Etat de 394,5 millions d'euros. Il s'agit des lignes décrites ci-dessous.

Isin	Date Valeur	Date Echéance	Encours €	Taux	Taux % - Marge	Devise
XS0557992889	12/11/2010	12/01/2018	650 000 000	FIXE	4	EUR
FR001233317	01/12/2014	01/03/2018	394 500 000	EURIBOR3	0,03	EUR
FR0108691462	13/03/2006	13/03/2018	30 000 000	Structuré		EUR
TOTAL			1 074 500 000			

II - Principes et méthodes de présentation

La présentation retenue pour les états financiers et les notes annexes est conforme aux dispositions du plan comptable général définies dans le règlement N° 2014-03 de l'ANC.

Les spécificités inhérentes à l'activité bancaire, sont prises en comptes au travers des directives prévues par le règlement N° 2014-07 applicables aux établissements de crédit.

Les comptes individuels annuels, produits à l'identique d'un exercice à l'autre, ont été établis dans le respect du principe de prudence, sur la base des conventions et méthodes en vigueur appliquées de façon pérenne, en référence aux principes généraux de la doctrine comptable.

Toutefois, du fait du contexte de résolution ordonnée, la continuité d'exploitation, soumise à l'agrément de la Commission Européenne est conditionnée par l'obtention de la garantie de l'Etat, définitivement acquise à l'issue de la phase provisoire et par l'engagement pris par CIFD d'assurer le financement de ses filiales.

2.1 CONTINUITE DE L'EXPLOITATION

Les conditions liées à la poursuite de l'activité des entités du Groupe, définit par le plan de résolution ordonnée, sont de deux ordres :

- L'arrêt total de la production de nouveaux crédits à l'acceptation de la garantie de l'état définitive ;
- La gestion patrimoniale des encours d'actif, de passif et des portefeuilles d'instruments dérivés portés à maturité.

Cette mesure concerne plus précisément les encours de crédits ainsi que le portefeuille de titres d'investissement, contraints par des règles formelles en matière de durée de détention et d'échéance. Le Plan, par le fait, privilégie la sécurisation de ces actifs en imposant le maintien des compétences-clés, l'harmonisation des méthodes entre filiales opérationnelles, enfin, la simplification de l'organisation.

Le bénéfice de la garantie de l'Etat français, approuvé par la Commission européenne est subordonné à l'observation de ces règles.

2.2 SOLIDARITE FINANCIERE DU GROUPE CIFD

Dans le cadre du contrat de solidarité financière du Groupe Crédit Immobilier de France, C.I.F.D. s'est engagée à répondre à toute demande du Gouverneur de la Banque de France de fournir à ses filiales financières le soutien financier nécessaire, afin de garantir leur liquidité et leur solvabilité.

Dans ce but, chacune des filiales, à l'exclusion de CIF Euromortgage, s'est elle-même engagée à répondre à première demande de C.I.F.D., dans la limite de ses fonds propres, à tout appel de fonds nécessaire, destiné à préserver la liquidité et/ou la solvabilité d'une entité du Groupe.

2.3 NOTES AUX ETATS FINANCIERS

Les données chiffrées mentionnées dans les notes sont exprimées en milliers d'euros (sauf mention particulière).

III - Principes comptables et méthodes d'évaluation

Hormis les cas particuliers, la méthode générale retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode du coût historique. Tous les postes du bilan sont présentés nets d'amortissements, de dépréciations, de provisions et de corrections de valeur.

— Prise en compte d'estimations et hypothèses

Lors de l'élaboration des états financiers et des notes les accompagnants, certains postes requièrent l'utilisation de modèles assis sur des estimations (appréciations statistiques) et hypothèses (calculs probabilistes).

L'utilisation de ces modèles implique également la disponibilité des informations en date d'arrêté. Ces estimations reposent sur des hypothèses incertaines par nature et les réalisations peuvent différer de manière significative, des données prévisionnelles utilisées.

Les évaluations résultant de ces modèles s'appliquent :

- Aux calculs des dépréciations individuelles et provisions collectives des créances clients ;
- Aux tests de dépréciation effectués sur les titres de participation et parts dans les entreprises liées ;
- Aux provisions pour risques et charges résultant de l'Accord de Gestion Sociale (AGS).

— Opérations de marchés et intermédiation

- Les opérations réalisées dans le cadre des activités de marché sont généralement évaluées à leur valeur de marché à l'exception des prêts, emprunts et titres de placement qui suivent la méthode générale.

Lorsque les marchés sur lesquels sont conclus ces instruments ne présentent pas une liquidité suffisante, l'évaluation à la valeur de marché est corrigée pour intégrer une décote prudentielle.

- Les opérations réalisées dans le cadre de la Banque d'intermédiation sont maintenues à leur coût historique et dépréciées en cas de risque de contrepartie.

Les résultats attachés à ces opérations sont enregistrés prorata temporis en respectant le principe de séparation des exercices. Toutefois, lorsque la partie de la trésorerie liée aux opérations d'intermédiation gérée par la salle des marchés en incluant des instruments dérivés présente une perte potentielle sur la position nette globale en date d'arrêté, une provision pour risques et charges est constituée.

3.1 CREANCES, DETTES ET ENGAGEMENTS EN DEVISES

Les actifs, passifs et engagements hors-bilan libellés en devises sont valorisés aux cours des changes officiels du marché au comptant à la clôture de l'exercice.

Les résultats sur opérations de change sont déterminés conformément au règlement ANC 2014-07 – Livre II - Titre 7. Les gains ou pertes de change, qu'ils soient latents ou définitifs, sont portés au compte de résultat.

3.2 CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET LA CLIENTELE

— Les créances sur les établissements de crédit

Les créances sur les établissements de crédit recouvrent l'ensemble des créances, y compris les créances subordonnées, détenues au titre d'opérations bancaires sur des établissements de crédit à l'exception de celles matérialisées par un titre.

Elles comprennent également les valeurs reçues en pension, quel que soit le support de l'opération, et les créances se rapportant à des pensions livrées sur titres. Elles sont ventilées entre créances à vue et créances à terme.

— Les créances sur la clientèle

Les créances sur la clientèle comprennent les concours distribués aux agents économiques autres que les établissements de crédit, à l'exception de celles qui sont matérialisées par un titre, les valeurs reçues en pension, quelle que soit la nature de l'opération, et les créances se rapportant à des pensions livrées sur titres. Elles sont ventilées en créances commerciales, comptes débiteurs de la clientèle et autres crédits.

Les créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle sont inscrites au bilan à leur valeur nominale augmentée des intérêts courus et non échus.

Les prêts consentis signés mais non encore versés sont enregistrés en hors-bilan dans la catégorie : engagements de financement.

3.3 DEPRECIATIONS ET PROVISIONS DES CREANCES

a – Risque de crédit

Dépréciations individuelles en capital

Lorsqu'il survient un risque de non recouvrement partiel ou total des créances, ou de non tenue des engagements des débiteurs, des dépréciations sont dotées au compte de résultat, au poste « Coût du risque ». Ces dépréciations individuelles mise en œuvre à partir de modèles statistiques, sont déterminées sur la base d'examens réguliers, en tenant compte de l'analyse du risque et des garanties disponibles.

Dépréciations individuelles des intérêts

Les intérêts impayés sur créances douteuses font l'objet d'une dépréciation systématique, présentée par défaut en PNB pour la part d'intérêts non couverte par le flux de garantie ou en coût du risque lorsque le crédit fait l'objet parallèlement d'une dépréciation en capital.

Au cas échéant, la règle de dépréciation minimale s'applique conformément au texte soit : Le montant des dépréciations pratiquées ne peut être inférieur aux intérêts enregistrés sur les encours douteux non encaissés.

b – Fonds pour Risques Bancaires Généraux (FRBG)

Le Fonds pour Risques Bancaires Généraux est constitué afin de couvrir les risques potentiels liés à l'activité bancaire non clairement réglementés.

A ce titre, la Caisse Centrale du Crédit Immobilier de France a doté ce fonds afin de se prémunir contre l'évolution des « spreads » et le risque de contrepartie.

Au 31 décembre 2008 ce fonds ayant supporté l'impôt était de 10 672 K€. Il a été repris intégralement au 31 décembre 2009 et est soldé depuis cette date.

c – Engagements Sociaux

— Provision pour engagements liés au départ à la retraite

Les engagements de retraite, à l'exclusion de ceux concernant les mandataires sociaux, étant inclus dans les accords de l'AGS, les provisions antérieurement constituées ont été reprises au 31 décembre 2013, aucune nouvelle dotation n'est intervenue au cours de l'exercice.

— Provision pour engagements liés aux médailles du travail

Selon la recommandation de l'ANC 2013-02 relative aux autres avantages à long terme reprise par le règlement 2014-07, les engagements couverts par cette provision peuvent être évalués selon les modalités prévues au § 2 de la section 4 - Livre I – Titre III – chapitre II.

Le calcul utilise des hypothèses actuarielles (tables de mortalité, table de rotation, hypothèses de revalorisation et taux d'actualisation dans la formule de calcul) identiques à celles utilisées pour le calcul de la provision pour AGS.

3.4 PORTEFEUILLE-TITRES

Selon les dispositions du règlement ANC 2014-07 – Livre II -Titre 3, les titres sont classés dans les catégories suivantes : titres de transaction, titres de placement, titres d'investissement, titres de l'activité de portefeuille, autres titres détenus à long terme, titres de participation et parts dans les entreprises liées.

Les règles suivantes sont applicables quel que soit le support juridique utilisé (action, obligation, bon du Trésor, certificat de dépôt, billet à ordre négociable, titre de créance négociable, etc.) et sont fonction de la finalité des opérations.

Par ailleurs, les règles relatives à la comptabilisation des opérations sur titres modifiées par le règlement ANC 2014-07 du 26 Novembre 2014 ont été appliquées de la façon suivante :

a– Titres de placement

Sous cette rubrique sont recensés par défaut les titres qui n'entrent dans aucune des autres catégories.

- Ces titres sont évalués individuellement ou par ensembles homogènes à la clôture de l'exercice au plus bas du coût d'acquisition ou de la valeur estimative.
- Les moins-values latentes sont constatées par voie de dépréciations, alors que les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.
- L'écart éventuel entre le prix d'acquisition, coupons courus exclus, et la valeur de remboursement (surcote/décote) est enregistré en résultat au prorata de la durée restant à courir jusqu'à la date de remboursement en utilisant la méthode actuarielle.
- Les titres de placement sont enregistrés à la date de leur acquisition pour leur prix d'acquisition. Les frais d'acquisition sont comptabilisés directement en charges, sur option, conformément à l'article 2371-2 du 2014-07.
- Les dividendes perçus sont comptabilisés au compte de résultat lors de leur encaissement dans la rubrique : Revenus des titres à revenu variable.
- Le prix de revient des titres de placement cédés est calculé selon la méthode « premier entré, premier sorti ».
- Les plus-values et moins-values de cession, de même que les dépréciations de titres dotées ou reprises sont enregistrées dans la rubrique : Gains nets sur opérations liées aux portefeuilles de placement et assimilés.

Certains titres de placement peuvent être utilisés comme instruments de couverture. Par analogie aux dispositions de la section 4 du règlement 2014-07 de l'ANC traitant de la couverture affectée, la plus ou moins-value réalisée sur ces titres au dénouement de l'opération de couverture est rapportée au compte de résultat de manière symétrique à la comptabilisation des produits ou des charges de l'élément ou du groupe d'éléments couvert, sur la durée résiduelle de cet élément ou des éléments constituant le groupe couvert.

b – Titres de l'activité de portefeuille

Relèvent d'une activité de portefeuille, les investissements réalisés de façon régulière avec pour seul objectif d'en retirer le gain en capital à moyen terme sans intention d'investir durablement dans le développement du fonds de commerce de l'entreprise émettrice.

C'est notamment le cas des titres détenus dans le cadre d'une activité de capital risque.

- Les titres de l'activité de portefeuille sont comptabilisés individuellement au plus bas de leur coût historique ou de leur valeur d'utilité. La valeur d'utilité est déterminée en tenant compte des perspectives générales d'évolution de l'émetteur et de l'horizon de détention. La valeur d'utilité des titres cotés est principalement déterminée par référence au cours de Bourse sur une période suffisamment longue.

c – Titres d'investissement

Les titres d'investissement sont des titres à revenu fixe issus des catégories titres de transaction ou de placement suite à reclassement, soit, acquis avec l'intention de les détenir jusqu'à échéance. Ils font l'objet d'un financement spécifique ou d'une couverture adéquate en matière de risque de taux. Ces titres sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, coupons courus exclus, et l'écart éventuel entre le prix d'acquisition et la valeur de remboursement est enregistré en résultat au prorata de la durée restant à courir jusqu'à leur date de remboursement.

- Les titres d'investissement sont enregistrés à la date de leur acquisition pour leur prix d'acquisition. Les frais d'acquisition sont comptabilisés directement en charges, sur option, conformément à l'article 2371-2 du règlement ANC 2014-07.
- Les intérêts afférents à ces titres sont comptabilisés au compte de résultat dans la rubrique : Intérêts et produits assimilés sur obligations et autres titres à revenu fixe.
- Conformément à la réglementation, les moins-values latentes n'entraînent pas de dépréciation sauf :
 - S'il est prévu de céder ces titres à brève échéance ; dans ce cas la dépréciation couvre un risque de marché et est dotée en résultat sur actifs immobilisés ;
 - Ou s'il existe un risque de défaillance de la contrepartie, auquel cas la dotation est classée en coût du risque.

d – Autres titres détenus à long terme

Les « Autres titres détenus à long terme » sont composés d'actions et valeurs assimilées que le Groupe entend détenir durablement pour en retirer à plus ou moins longue échéance une rentabilité satisfaisante, sans pour autant intervenir dans la gestion des entreprises correspondant aux titres détenus, mais avec l'intention de favoriser le développement de relations professionnelles durables en créant un lien privilégié avec l'entreprise émettrice.

- Les titres détenus à long terme sont comptabilisés individuellement au plus bas de leur valeur d'acquisition ou de leur valeur d'utilité. La valeur d'utilité des titres cotés est principalement déterminée selon la valeur de marché la plus proche de la date de clôture lorsque la baisse de la valeur du titre est jugée durable.
- L'actif net réévalué et le cas échéant consolidé est retenu pour les titres non cotés.
- Les dividendes perçus sont comptabilisés au compte de résultat lors de leur encaissement dans la rubrique « Revenus des titres à revenu variable ».

e – Titres de participation et parts dans les entreprises liées

Relèvent de cette catégorie, les titres permettant d'exercer une influence notable sur les organes d'administration des sociétés émettrices ou d'en assurer le contrôle, ainsi que les participations présentant un caractère stratégique pour le développement des activités.

- Ces titres sont comptabilisés individuellement au plus bas de leur valeur d'acquisition ou de leur valeur d'usage. La valeur d'usage des titres cotés est principalement déterminée en fonction d'une valeur de marché plus proche de la date de clôture lorsque la baisse de la valeur du titre est jugée durable. La valeur d'usage des titres non cotés est égale à l'actif net réévalué. Une dépréciation est constatée si la valeur d'usage des titres détenus est inférieure à la valeur d'acquisition.
- Les plus ou moins-values de cession et les mouvements de dépréciation sont enregistrés au compte de résultat dans la rubrique : Gains nets sur actifs immobilisés.
- Les dividendes sont enregistrés dans la rubrique : revenus des titres à revenu variable.

f – Méthode de valorisation des titres acquis

De manière générale, la valeur de marché des titres acquis est déterminée de manière automatique à partir de cotations fournies par plusieurs contributeurs.

Le dernier cours coté disponible est retenu sous condition de volumétrie minimale afin de ne retenir pour valoriser les titres que des cours significatifs.

A titre exceptionnel des cours manuels peuvent être retenus.

Si aucun cours coté n'est disponible, la valorisation du titre sera déterminée à partir d'un modèle de valorisation alimenté par la saisie manuelle d'un échéancier de flux.

3.5 IMMOBILISATIONS ET CHARGES DIFFERÉES OU À ÉTALER

Le règlement 2002-10 du CRC, modifié par le règlement 2014-03 de l'ANC est appliqué aux comptes relatifs aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2005. Le Groupe C.I.F.D. a opté pour la méthode du coût amorti et la comptabilisation de ses immeubles par composants. Leur évaluation est réalisée à chaque clôture des comptes et à chaque situation intermédiaire par des tests de dépréciation, les amortissements sont calculés sur la durée d'utilité des immobilisations.

Les immobilisations sont inscrites à l'actif du bilan à leur coût d'acquisition T.V.A. non récupérable incluse. Les amortissements sont calculés selon la méthode linéaire et sur les durées suivantes :

Logiciels	3 ans à 8 ans
Matériel de bureau	5 ans
Matériel informatique	3 ans
Matériel de transport	5 ans
Mobilier hors meubles anciens	10 ans
Mobilier - meubles anciens	non amortissable
Œuvres d'art	non amortissable
Agencements de locaux	10 ans
Installations téléphoniques	5 ans
Installations générales techniques	15 ans
Agencement salles de coffre	20 ans

Le traitement comptable des charges à étaler est modifié par le règlement 2014-03 de l'ANC du 26 Novembre 2014.

Ces charges sont dorénavant à comptabiliser à l'actif en coût d'acquisition, à défaut elles sont comptabilisées en charges.

3.6 DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET COMPTES CRÉDITEURS DE LA CLIENTÈLE

Les dettes envers les établissements de crédit et la clientèle sont ventilées d'après leur durée initiale ou la nature de ces dettes : dettes à vue (dépôts à vue, comptes ordinaires) et dettes à terme pour les établissements de crédit ; comptes d'épargne à régime spécial et autres dépôts pour la clientèle. Ces dettes intègrent les opérations de pension, matérialisées par des titres ou des valeurs, effectuées avec ces agents économiques.

Les intérêts courus sur ces dettes sont portés en comptes de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

3.7 DETTES REPRESENTÉES PAR UN TITRE

Les dettes représentées par un titre sont ventilées par nature et regroupent : les bons de caisse, les titres du marché interbancaire, les titres de créances négociables enfin les titres obligataires et assimilés, à l'exclusion des titres subordonnés classés parmi les dettes subordonnées.

- Les intérêts courus attachés à ces titres sont inscrits dans un compte de dettes rattachées ;
- Les primes d'émission ou de remboursement des emprunts obligataires sont amorties de manière actuarielle sur la durée de vie des emprunts concernés. La charge correspondante est enregistrée en « Intérêts et charges assimilées sur obligations et autres titres à revenu fixe » ;
- L'option prise par le groupe est l'amortissement actuariel des frais d'émission d'emprunts sur la durée de vie de l'emprunt.

3.8 DETTES SUBORDONNÉES

Les dettes subordonnées sont définies comme les fonds provenant de l'émission de titres ou d'emprunts subordonnés à terme ou durée indéterminée, qu'elles soient matérialisées ou non par des titres.

- Cette rubrique regroupe entre autre les emprunts participatifs, les titres et emprunts subordonnés à terme, les titres et emprunts subordonnés à durée indéterminée.
- Les intérêts courus attachés à ces dettes sont inscrits dans un compte de dettes rattachées.

3.9 INSTRUMENTS FINANCIERS A TERME FERMES ET CONDITIONNELS

Conformément aux règlements 88.02 et 90-15 repris par le règlement 2014-07 de l'ANC – Titre 5 – Chapitre 2, les principes comptables s'appliquant aux produits dérivés diffèrent selon les trois critères qui suivent, pris dans leur ensemble : Les marchés sur lesquels ils sont négociés, la nature des instruments, enfin les intentions d'origine (couverture ou spéculation).

a – Typologie des marchés

- Marchés organisés et assimilés : marchés liquides de risque moindre, application du Mark to Market.
- Marchés de gré à gré : risque de contrepartie et de marché important, Mark to Market interdit, provisionnement des moins-values latentes.

b – Nature des instruments

Les dérivés se déclinent selon trois grandes catégories :

- Les contrats à terme (Futures et forward, FRA)
- Les contrats d'échanges de taux, de devises, ou autres (swap de taux, de change)
- Les contrats optionnels (options, cap & floors, swaptions)

Les transactions et contrats relatifs à des futures et à des instruments d'échange de taux ou de change figurent en engagements hors-bilan pour leur valeur nominale. Les engagements de hors-bilan se référant à des instruments optionnels sont inscrits pour la valeur nominale des sous-jacents. Les opérations non dénouées représentant le solde de ces comptes en date d'arrêt.

Les primes d'options ainsi que les soultes des instruments négociés à des conditions hors marchés sont inscrites au bilan. Elles sont rapportées au résultat au prorata des notionnels restant dus lorsqu'ils sont amortissables, en linéaire lorsqu'ils sont « In fine ».

c – Intention de gestion

La gestion de ces opérations est motivée par les stratégies qui suivent :

— *Micro couverture (couverture affectée)*

Les charges et produits de l'instrument ou d'un ensemble homogène d'instruments, enregistrés en résultat, sont corrélés à la prise en compte du résultat de l'élément sous-jacent couvert, avec netting possible. La comptabilisation se fait dans les mêmes postes que les charges ou produits de l'élément couvert.

— *Macro couverture (couverture globale actifs / passifs, hors-bilan)*

L'enregistrement des charges et produits courus, perçus ou payés en résultat est effectué prorata temporis avec netting possible, dans des comptes dédiés aux instruments à terme.

Le résultat latent n'est pas comptabilisé.

CIF Euromortgage ne gère pas son risque de taux en macro couverture.

— *Positions ouvertes isolées*

Enregistrement des charges et produits courus, perçus ou payés en résultat prorata temporis avec netting possible.

Le résultat latent n'est pas comptabilisé, en revanche, les pertes potentielles résultant de l'évaluation des encours en valeur de marché font l'objet d'une provision passif. Cette appréciation peut se faire par ensemble homogène de même sensibilité.

— *Gestion spécialisée d'un portefeuille de transaction*

La Caisse Centrale ne fait pas de gestion spécialisée de portefeuille de transaction.

L'utilisation de ces instruments dans le groupe C.I.F.D. est faite essentiellement à des fins de couverture du risque de taux, de change, de variations de prix portant, sur des encours de crédits, des portefeuilles et émissions de titres (micro et macro couverture) et de manière très exceptionnelle à des fins spéculatives (position ouverte isolée).

Ainsi, le fait que l'ACPR ait donné son accord pour une gestion du risque de taux en consolidé, permet depuis 2015 le non renouvellement des opérations de couverture entre sociétés du groupe mentionnées en 1.3.

d – Méthode de valorisation des instruments financiers à terme.

Conformément aux règlements n°2014-07 et 2014-03 de l'ANC, transpositions des directives Européenne quant aux informations à fournir sur la juste valeur des instruments financiers, le Groupe C.I.F.D. indique au niveau de ses annexes et pour chaque catégorie d'instrument la valeur de marché et le volume des opérations au 31 décembre 2017.

Ces instruments sont valorisés selon les modalités suivantes :

- Pour les instruments cotés sur marché organisés, la juste valeur est le cours acheteur à la date d'évaluation pour un actif détenu et le cours vendeur pour un actif destiné à être acheté.
- Pour les instruments négociés de gré à gré, le groupe estime la juste valeur en utilisant des techniques de valorisation. Les techniques de valorisation comprennent :
 - l'utilisation de transactions récentes dans des conditions de concurrence normale s'il en existe,
 - la référence à la juste valeur actuelle d'un autre instrument identique en substance,
 - l'analyse des flux de trésorerie actualisés et les modèles de valorisation des options.

3.10 IMPOT SUR LES SOCIETES

La Caisse Centrale du Crédit Immobilier de France, filiale à 100 % du Crédit Immobilier De France Développement, fait partie du périmètre d'intégration fiscale depuis 2005.

La convention d'intégration fiscale liant la société Crédit Immobilier de France Développement à ses filiales membres du groupe prévoit le reversement par la filiale à la société mère d'une contribution égale à l'impôt dont elle aurait été redevable, si elle avait fait l'objet d'une imposition séparée. CIFD inscrit à son bilan une créance représentative des sommes qui lui seront versées par les membres, ainsi qu'une dette au trésor à hauteur de l'impôt total dû par le groupe. Le taux normal de l'impôt sur les bénéfices est de 33 1/3 %, les plus-values à long terme étant, selon les éléments d'actif cédés, imposées soit au taux réduit (15 % ou 19 %), soit, sous réserve de la taxation au taux normal de l'IS d'une quote-part de frais et charges, exonérées. Les plus et moins-values réalisées sur les titres en portefeuille sont soumises au régime d'imposition de droit commun, soit 33 1/3 %, excepté celles réalisées sur les titres de participation qui bénéficient du régime des plus-values à long terme.

A l'impôt sur les sociétés (IS) s'ajoute la contribution sociale de 3,3 % due par les personnes morales dont le montant d'IS excède 763 000 €.

Compte tenu de son chiffre d'affaires, la Caisse Centrale du Crédit Immobilier de France n'est pas assujettie à la contribution exceptionnelle assise sur l'IS et à sa contribution additionnelle due au titre des exercices clos entre le 31 décembre 2017 et la 30 décembre 2018.

La Caisse Centrale du Crédit Immobilier de France a tenu compte de ces contributions pour déterminer l'impôt courant dû au titre de chacune des périodes. L'impôt sur les bénéfices constitue une charge de la période à laquelle se rapportent les produits et les charges.

3.11 CREDIT D'IMPOT COMPETITIVITE ET EMPLOI

En application de la note d'information de l'ANC du 28 février 2013 et de la note du CNCC du 23 mai 2013, le crédit d'impôt compétitivité et emploi (CICE) au sein du groupe CIFD est comptabilisé comme suit :

- enregistrement au rythme de l'engagement des charges de rémunérations correspondantes (versements de salaires et passifs comptabilisés au titre des rémunérations exigibles),
- enregistrement au crédit d'un sous-compte dédié aux « Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations – CICE » en contrepartie d'un sous-compte « Autres débiteurs divers – Etat.

IV - Notes sur les postes.

4.1 INFORMATIONS SUR LES POSTES DU BILAN

4.1.1 CREANCES ET DETTES AVEC LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT

(En milliers d'euros.)	31/12/2017	31/12/2016
Créances à vue	14 878	31 386
Comptes ordinaires	14 878	31 386
Comptes et prêts au jour le jour		
Titres reçus en pension livrée		
Valeurs non imputées		
Créances à terme	13 550 405	11 107 468
Prêts à terme	13 548 880	11 105 944
Titres reçus en pension livrée		
Autres prêts subordonnés	1 524	1 524
CREANCES AVEC LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT	13 565 283	11 138 853
<i>dont créances rattachées</i>	94	-21

(En milliers d'euros.)	31/12/2017	31/12/2016
Dettes à vue	69 525	4 573
Comptes ordinaires	69 525	4 573
Comptes et emprunts au jour le jour		
Titres donnés en pension livrée		
Autres sommes dues		
Dettes à terme	8 318 485	119 445
Emprunts à terme	8 318 485	119 445
Titres donnés en pension livrée		
DETTES AVEC LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT	8 388 010	124 018
<i>dont dettes rattachées</i>	31 560	14 410

4.1.2 CREANCES ET DETTES AVEC LA CLIENTELE

(En milliers d'euros.)	31/12/2017	31/12/2016
Créances commerciales		
Autres concours à la clientèle	11 894	12 479
Crédits à l'exportation		
Crédits de trésorerie	1 663	1 847
Crédits à l'équipement		
Crédits à l'habitat		
Prêts participatifs	497	994
Autres prêts subordonnés		
Titres reçus en pension livrée		
Prêts à la clientèle financière		
Autres concours à la clientèle	9 734	9 638
Comptes ordinaires débiteurs	662	1 048
Créances douteuses		0
Montant brut	617	740
Dépréciation	-617	-740
CREANCES AVEC LA CLIENTELE	12 556	13 527
<i>dont créances rattachées</i>	263	138
<i>dont encours restructurés</i>	4 126	4 079

(En milliers d'euros.)	31/12/2017	31/12/2016
Comptes d'épargne à régime spécial		
Comptes à vue		
Comptes à terme		
Autres dettes	94 945	903 948
Autres dettes à vue	94 945	631 438
Autres dettes à terme		272 509
Titres donnés en pension livrée		
DETTES AVEC LA CLIENTELE	94 945	903 948
<i>dont dettes rattachées</i>		

4.1.3 PORTEFEUILLE TITRES

(En milliers d'euros.)	Effets publics et valeurs assimilées nets	Obligations et autres titres à revenu fixe nets	Actions et autres titres à revenu variable nets	NET 31/12/2017
Titres de transaction				
Titres de placement	42 949	68 615	178	111 742
Titres d'investissement	280 254	96 889		377 143
Titres de l'activité de portefeuille				
TOTAL	323 202	165 505	178	488 885
<i>Dont créances rattachées</i>	<i>6 144</i>	<i>3 968</i>		<i>10 112</i>
<i>surcotes/décotes</i>		<i>-464</i>		<i>-464</i>
<i>dépréciations</i>	<i>-890</i>			<i>-890</i>
<i>Dont Valeur nette des titres cotés</i>	<i>317 059</i>	<i>131 536</i>		<i>448 595</i>
<i>Valeurs de marché des titres cotés</i>	<i>419 526</i>	<i>162 808</i>		<i>582 334</i>

4.1.4 DETTES REPRESENTÉES PAR UN TITRE

(En milliers d'euros.)	31/12/2017	31/12/2016
Bons de caisse		
Titres du marché interbancaire et T.C.N.	7 198 713	12 704 570
Emprunts obligataires		1 500
Autres dettes représentées par un titre		
TOTAL	7 198 713	12 706 070
<i>dont dettes rattachées</i>	<i>46 413</i>	<i>53 370</i>

4.1.4.1. TABLEAU DES EMISSIONS

(En milliers d'euros.)	31/12/2016	Emissions	Remboursements	31/12/2017
Titres du marché interbancaire	1 000 000	2 500 000	-3 500 000	
Titres de créances négociables	11 651 200	650 000	-5 148 900	7 152 300
Emprunts obligataires	1 500		-1 500	
TOTAL	12 652 700	3 150 000	-8 650 400	7 152 300
<i>Dettes rattachées</i>	<i>53 370</i>			<i>46 413</i>

4.1.5 ACTIF IMMOBILISE

(En milliers d'euros.)	BRUT 31/12/2016	Acquisitions ou transferts	Cessions ou remboursements	Autres variations	BRUT 31/12/2017
Immobilisations financières	6 400		-6 352	-2	47
Immobilisations incorporelles	1 442				1 442
Immobilisations corporelles	189				189
TOTAL	8 031		-6 352	-2	1 677

4.1.5.1. TABLEAU DES FILIALES ET DES PARTICIPATIONS

(En milliers d'euros.)	Capitaux propres	Capital	% détenu	Valeur brute	Valeur nette par % de Capitaux Propres	Provision pour risque	Prêts et avances consentis	Cautions	PNB ou CA	Dividendes	Résultat	Date de clôture
Filiales et participations												
Filiales et participations détenues à +50 %												
Participations détenues entre 10 et 50 %												
Autres filiales et participations				46,51	46,51							
Autres filiales												
Autres participations												
- Participations françaises				1,92	1,92							
- Participations étrangères				44,59	44,59							
TOTAL				47	47							

4.1.5.2. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

(En milliers d'euros.)	BRUT 31/12/2017	Dépréciations et Amortissements	NET 31/12/2017
Frais d'établissement			
Frais de constitution			
Frais de premier établissement			
Frais d'augmentation de capital et opérations diverses			
Frais de recherche et développement			
Travaux de recherche fondamentale			
Recherche appliquée			
Développement expérimental			
Fonds commercial			
Certificat d'association FGD			
Autres	1 442	-1 442	0
TOTAL	1 442	-1 442	0

4.1.5.3. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

(En milliers d'euros.)	BRUT	Dépréciations et Amortissements	NET 31/12/2017
Agencements et installations			
Matériel de Bureau et informatique			
Mobiliier de bureau	189	-189	0
Matériel de transport			
TOTAL	189	-189	0

4.1.6 AUTRES ACTIFS ET AUTRES PASSIFS

(En milliers d'euros.)	31/12/2017	31/12/2016
Instruments conditionnels achetés	42 065	51 375
Comptes de règlement relatifs aux OST		
Acompte d'impôt sur les sociétés		
Autres débiteurs divers	57	3 365
Stocks et emplois divers		
Autres actifs divers	1 658 182	2 164 454
Créances douteuses (1)	221	221
Dépréciations sur créances douteuses (1)	-221	-221
Créances rattachées	-394	87
AUTRES ACTIFS	1 699 911	2 219 282
<i>dont appels de marge versés</i>	<i>1 655 196</i>	<i>2 159 815</i>

(1) Taxes étrangères retenues à la source et totalement dépréciées.

(En milliers d'euros.)	31/12/2017	31/12/2016
Instruments conditionnels vendus	42 667	52 573
Comptes de règlement relatifs aux OST		
Dettes sur titres empruntés		
Autres opérations sur titres		
Créditeurs divers	11 131	15 253
Impôt sur les sociétés		
Autres passifs divers	232 610	260 905
Dettes rattachées	-44	939
AUTRES PASSIFS	286 365	329 670
<i>dont appels de marge reçus</i>	<i>232 610</i>	<i>260 905</i>

4.1.7 COMPTES DE REGULARISATION ACTIFS ET PASSIFS

(En milliers d'euros.)	31/12/2017	31/12/2016
Comptes d'encaissement		
Comptes d'ajustement		
Comptes d'écart	0	0
Pertes sur instruments de couverture (1)	7 179	14 679
Primes et frais d'émissions obligataires		
Charges à répartir	3 138	5 232
Charges constatées d'avance	4 678	6 568
Produits à recevoir (2)	168 269	249 039
Divers	0	
COMPTES DE REGULARISATION ACTIFS	183 265	275 518

(1) Reste à étaler des soultes perdantes sur swaps.

(2) Il s'agit principalement des ICNE sur swaps.

(En milliers d'euros.)	31/12/2017	31/12/2016
Comptes d'encaissement		
Comptes d'ajustement		
Comptes d'écart		
Gains sur instruments de couverture (1)	7 083	16 965
Autres produits constatés d'avance	6 517	9 371
Charges à payer (2)	209 823	326 513
Divers	158	157
COMPTES DE REGULARISATION PASSIFS	223 581	353 005

(1) Reste à étaler des soultes gagnantes sur swaps.

(2) Il s'agit principalement des ICNE sur swaps.

4.1.8 PROVISIONS ET DEPRECIATIONS

4.1.8.1 PROVISIONS POUR DEPRECIATIONS INSCRITES EN REDUCTION DE L'ACTIF

(En milliers d'euros.)	31/12/2016	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Autres	31/12/2017
Effets publics et assimilés	974		-83			890
Créances sur établissements de crédit	2					2
Créances sur la clientèle	740		-123			617
Obligations, actions et autres titres à revenu fixe et variable						
Portefeuille de placement						
Portefeuille d'investissement						
Titres de participations, parts dans les entreprises liées	6 351		-6 351		0	0
Immobilisations incorporelles et corporelles						
Actions propres						
Autres actifs	221					221
TOTAL	8 288		-6 557		0	1 730

4.1.8.2 AUTRES PROVISIONS INSCRITES AU PASSIF

(En milliers d'euros.)	31/12/2016	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Autres	31/12/2017
Provisions pour risque d'exécution des engagements par signature						
Provisions pour risque pays						
Provisions pour risque sur opérations de promotion immobilière						
Provisions pour charges de retraite						
Autres provisions pour risques et charges						
Provisions pour restructuration	7 418	432	-1 385	35	-6 500	
Provisions pour situation nette de participations						
Provisions pour impôts						
provisions pour litiges						
Autres provisions pour risques et charges	0				6 500	6 500
TOTAL	7 418	432	-1 385	35	0	6 500

4.1.9 DETTES SUBORDONNEES

Le fonds de capitalisation a été alimenté durant les premières années par une participation des emprunteurs calculée au prorata des concours à moyen et long terme mis à leur disposition par la Caisse Centrale. Cette participation était de 1 à 2 % du montant nominal des prêts mis en place selon la durée des concours alloués.

(En milliers d'euros.)	NET 31/12/2016	Augmentation	Diminution	NET 31/12/2017
Fonds de capitalisation	65 647			65 647

Le fonds appartient aux emprunteurs. Il peut toutefois être converti en capitaux permanents sous forme d'augmentations de capital ou de Titres Subordonnés à Durée Indéterminée (T.S.D.I.) au rythme et dans les conditions proposés à l'Assemblée Générale de la Caisse Centrale par le Conseil d'Administration.

4.1.10 CAPITAUX PROPRES AVANT AFFECTATION DU RESULTAT

Le capital de la Caisse Centrale est détenu à 99,89 % par Crédit Immobilier de France Développement.

(En milliers d'euros.)	31/12/2016	Augmentations	Diminutions	31/12/2017
Capital	117 014			117 014
Primes d'émission	52 226			52 226
Réserve légale	11 682	19		11 701
Réserve réglementée				
Provisions réglementées	16 409		-16 409	
Réserves ordinaires	5 857			5 857
Report à nouveau	45 631	24 615		70 246
Résultat	24 634	29 116	-24 634	29 116
TOTAL	273 454	53 750	-41 044	296 160
Distribution de dividendes				
Nombre d'actions émises	764 797			764 797
Valeur nominale en euros	153			153

4.2. INFORMATIONS SUR LE HORS-BILAN

4.2.1. HORS-BILAN HORS IFT

(En milliers d'euros.)	31/12/2017	31/12/2016
Engagements de financement		
En faveur d'établissements de crédit		
En faveur de la clientèle		
Engagements de garantie	10 239 480	1 351 418
D'ordre d'établissements de crédit	10 238 091	1 350 538
D'ordre de la clientèle	1 389	880
Engagements sur titres		
Titres acquis avec faculté de rachat		
Autres engagements donnés		
Autres engagements donnés	72 000	72 000
Opérations de promotion		
Opérations de change		
Autres	72 000	72 000
Engagements douteux		
ENGAGEMENTS DONNES	10 311 480	1 423 418

(En milliers d'euros.)	31/12/2017	31/12/2016
Engagements de financement		
Reçus d'établissements de crédit		
Reçus de la clientèle		
Engagements de garantie	10 566 302	2 838 157
Reçus d'établissements de crédit	10 566 302	2 838 157
Reçus de la clientèle		
Engagements sur titres		
Titres vendus avec faculté de rachat		
Autres engagements reçus		
Autres engagements reçus	26 177	26 327
Opérations de promotion		
Opérations de change		
Autres	26 177	26 327
Engagement de retraite		
ENGAGEMENTS RECUS	10 592 479	2 864 483

4.2.2 INSTRUMENTS FINANCIERS A TERME

(En milliers d'euros.)	Opérations de couverture	Opérations de gestion de position	Nominal 31/12/2017	Valorisation 31/12/2017	Nominal 31/12/2016
Opérations de taux	51 942 196	45 054	51 987 249	85 590	92 978 507
Sur marchés organisés					
Opérations fermes					
Opérations conditionnelles					
De gré à gré					
Opérations fermes					
- swaps	49 055 848		49 055 848	85 538	88 587 702
- F.R.A.					
- autres contrats à terme					
Opérations conditionnelles					
- options					
- CAP et FLOOR (1)	2 886 347	45 054	2 931 401	53	4 390 804
Opérations de change	75 698		75 698	0	79 530
Sur marchés organisés					
Opérations fermes					
Opérations conditionnelles					
De gré à gré					
Opérations fermes					
- C.C.S.	75 698		75 698	0	79 530
Opérations conditionnelles					
TOTAL	52 017 894	45 054	52 062 948	85 590	93 058 036
(1) dont instruments conditionnels achetés	1 450 332	45 054	1 495 386	6 629	2 269 271
(1) dont instruments conditionnels vendus	1 436 016		1 436 016	-6 576	2 121 533

4.3 INFORMATIONS SUR LE COMPTE DE RESULTAT**4.3.1 INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES**

(En milliers d'euros.)	31/12/2017	31/12/2016
Etablissements de crédit	679 297	725 207
Clientèle	343	213 410
Obligations et autres titres à revenu fixe	22 647	27 363
Autres produits assimilés		
TOTAL	702 287	965 979

4.3.2 INTERETS ET CHARGES ASSIMILEES

(En milliers d'euros.)	31/12/2017	31/12/2016
Etablissements de crédit	-554 975	-799 558
Clientèle (1)	-4 497	-8 533
Obligations et autres titres à revenu fixe	-107 403	-109 603
Dettes subordonnées	-11	-22
Autres charges assimilées		
TOTAL	-666 885	-917 716

(1) dont 4,14 M€ de coût de la garantie de l'Etat : (6,12 M€ au 31/12/16).

4.3.3 REVENU DES TITRES A REVENU VARIABLE

(En milliers d'euros.)	31/12/2017	31/12/2016
Actions et autres titres à revenu variable		
Participations et autres titres à long terme	43	39
Parts dans entreprises liées		
TOTAL	43	39

4.3.4 COMMISSIONS (PRODUITS)

(En milliers d'euros.)	31/12/2017	31/12/2016
Opérations avec établissements de crédit		
Opérations avec la clientèle		
Opérations sur titres		
Opérations de change		
Opérations sur instruments financiers à terme		
Prestations de services financiers	185	1 374
Autres commissions		
TOTAL	185	1 374

4.3.5 COMMISSIONS (CHARGES)

(En milliers d'euros.)	31/12/2017	31/12/2016
Opérations avec établissements de crédit		
Opérations avec la clientèle		
Opérations sur titres	-773	
Opérations de change		
Opérations sur instruments financiers à terme		
Prestations de services financiers	-837	-1 100
Autres commissions		
TOTAL	-1 610	-1 100

4.3.6 GAINS OU PERTES SUR PORTEFEUILLE DE NEGOCIATION

(En milliers d'euros.)	31/12/2017	31/12/2016
Opérations sur titres de transaction		
Opérations de change	-9	-7
Opérations sur instruments financiers à terme	1 589	-1 358
TOTAL	-1 579	-1 365

4.3.7 GAINS OU PERTES SUR PORTEFEUILLE DE PLACEMENT

(En milliers d'euros.)	31/12/2017	31/12/2016
Plus et moins-values réalisées	0	7 265
Dotations et reprises sur dépréciation		
Frais d'acquisition		
TOTAL	0	7 265

4.3.8 AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE

(En milliers d'euros.)	31/12/2017	31/12/2016
Activité immobilière		
Quote-part des opérations faites en commun		
Divers	0	9
TOTAL	0	9

4.3.9 AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE

(En milliers d'euros.)	31/12/2017	31/12/2016
Activité immobilière		
Quote-part des opérations faites en commun		
Charges refacturées		
Divers	-21	-12
TOTAL	-21	-12

4.3.10 CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION

(En milliers d'euros.)	31/12/2017	31/12/2016
Frais de personnel	-3 427	-3 526
Salaires et traitements	-1 790	-1 921
Charges sociales	-1 054	-885
Intéressement et participation	-202	-151
Autres	-381	-570
Frais administratifs nets	-6 939	-23 783*
Dotations et reprises de provisions		9 852*
Refacturations	596	900
TOTAL	-9 770	-16 557

* dont 17,69 M€ d'appels de fonds des GIEs de moyens fusionnés en 2017 au sein de CIFD couverts par 9,85 M€ de reprises de provisions.

4.3.10.1 TABLEAU DES EFFECTIFS

(En équivalent temps plein)	31/12/2017	31/12/2016
Effectifs salariés	21	25
Direction et cadres	21	25
Agents de maîtrise		
Collaborateurs		
Effectifs utilisés	21	25

4.3.11 COUT DU RISQUE

(En milliers d'euros.)	31/12/2017	31/12/2016
Coût du risque sur établissements de crédit		
Coût du risque sur la clientèle	121	42
Dotations nettes aux provisions & dépréciations	123	42
Pertes sur créances irrécouvrables	-2	
Récupérations sur créances amorties		
Coût FGAS		
Coût du risque sur portefeuille titres		
Coût du risque sur autres opérations		
TOTAL	121	42

4.3.12 GAINS OU PERTES SUR ACTIFS IMMOBILISES

(En milliers d'euros.)	31/12/2017	31/12/2016
Immobilisations financières	794	83
Plus et moins valeurs réalisées	-5 640	
Dotations et reprises sur dépréciations	5 435	83
Immobilisations incorporelles		
Immobilisations corporelles		
TOTAL	794	83

4.3.14 RESULTAT EXCEPTIONNEL

(En milliers d'euros.)	31/12/2017	31/12/2016
Produits exceptionnels		
Charges exceptionnelles	-467	372
TOTAL	-467	372

(En milliers d'euros.)	31/12/2017	31/12/2016
Charges exceptionnelles		
Dotation à la provision AGS	-432	-1 234
Reprise à la provision AGS	1 350	21 410
Charges liées à l'AGS	-1 385	-19 804
TOTAL	-467	372

4.3.13 IMPOT SUR LES BENEFICES

(En milliers d'euros.)	Base	Taux	IMPOT 31/12/2017
Impôt à taux normal	-25 739	33,33 %	-8 580
Impôt à taux réduit		19,00 %	
Contribution sociale	7 817	3,30 %	-258
Crédits d'impôt			4
Avoirs fiscaux			
Imputations diverses (1)			-4 712
CHARGE FISCALE DE L'EXERCICE			-13 545
(1) Correction IS de 2016			

4.3.15 FRBG ET PROVISIONS REGLEMENTEES

(En milliers d'euros.)	31/12/2017	31/12/2016
Provisions règlementées		
Dotation aux provisions		
Reprise de provisions (risques de crédits moyens et longs termes)	16 409	
Autres		
TOTAL	16 409	

4.4 AUTRES INFORMATIONS**4.4.1 TABLEAU DE VENTILATION SELON LA DUREE RESTANT A COURIR**

(En milliers d'euros.)	moins de 3 mois	de 3 mois à 1 an	de 1 à 5 ans	plus de 5 ans	non ventilés	TOTAL 31/12/2017
Banques Centrales	599 976					599 976
Effets publics			167 949	150 000		317 949
Créances sur établissements de crédit	29 766	34 620	75 147	13 425 657	0	13 565 191
Opérations avec la clientèle	1 179	4 275	6 017	658	617	12 746
Obligations et autres titres à revenu fixe		19 912	91 839	49 779	6	161 536
Actions et autres titres à revenu variable		1			223	224
Autres actifs et immobilisations					1 699 911	1 699 911
Comptes de régularisation					183 265	183 265
Dépréciations					-1 509	-1 509
Créances rattachées					10 634	10 634
TOTAL ACTIF	630 921	58 808	340 952	13 626 094	1 893 147	16 549 922
Dettes envers les établissements de crédit	816 566	298 974	5 312 021	1 928 889	0	8 356 450
Opérations avec la clientèle	94 945				0	94 945
Dettes représentées par un titre	1 074 500	1 797 700	4 195 100	85 000	0	7 152 300
Dettes subordonnées				65 647	0	65 647
Autres passifs					286 409	286 409
Comptes de régularisation					223 581	223 581
Provisions					6 500	6 500
Capitaux propres hors FRBG					286 160	286 160
Dettes rattachées					77 930	77 930
TOTAL PASSIF	1 986 011	2 096 674	9 507 121	2 079 536	880 580	16 549 922
Opérations sur marchés organisés						
Opérations de gré à gré	13 994 327	7 648 341	17 283 242	12 949 444	187 593	52 062 948
INSTRUMENTS FINANCIERS A TERME	13 994 327	7 648 341	17 283 242	12 949 444	187 593	52 062 948

4.4.2 OPERATIONS AVEC LES ENTREPRISES LIEES

(En milliers d'euros.)	TOTAL 31/12/2017	CIF Euromortgage	CIFD	CIF Assets	Autres
Créances sur les établissements de crédit	13 548 880		13 548 880		
dont créances rattachées	95		95		
Opérations avec la clientèle	662				662
dont créances rattachées					
Obligations et autres titres à revenu fixe	30 570	30 570			
dont créances rattachées	570	570			
Autres actifs	54 927	54 927			
Comptes de régularisation	62 237	2 267	59 970		
Parts dans les entreprises liées	0	0			
ACTIF	13 697 276	87 763	13 608 851		662
Dettes envers les établissements de crédit	8 270 574	8 245 184	25 389		
dont dettes rattachées	14 169	14 169			
Opérations avec la clientèle	94 741				94 741
dont dettes rattachées					
Dettes représentées par un titres					
dont dettes rattachées					
Autres passifs	51 472		51 472		
Comptes de régularisation	5 786	5 695	91		
Provisions					
Dettes subordonnées	65 647		65 647		
dont dettes rattachées					
PASSIF	8 488 221	8 250 879	142 600		94 741
Engagements donnés	10 237 566	10 237 566			
Engagements reçus	10 564 331		10 564 331		
Instruments financiers à terme	13 459 288	4 335 098	9 124 189		
HORS-BILAN	34 261 185	14 572 665	19 688 521		

4.4.3 TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE

(En milliers d'euros.)	31/12/17	31/12/2016
RESULTAT AVANT IMPOTS	26 723	38 415
+/- Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles		
- Dépréciation des écarts d'acquisition et des autres immobilisations		
+/- Dotations nettes aux provisions	-25 474	-28 795
+/- Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence		
+/- Perte nette ou gain net des activités d'investissement	5 640	
+/- Produits ou charges des activités de financement	11	7
+/- Autres mouvements	-37 194	-10 880
= Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôts et des autres ajustements	-57 017	-39 668
+/- Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit	5 781 493	352 071
+/- Flux liés aux opérations avec la clientèle	-807 909	-261 350
+/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	475 669	1 109 766
+/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	6 672	-2 155
- Impôts versés	-9 069	-18 030
= Diminution ou augmentation nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles	5 446 857	1 180 301
FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'ACTIVITE OPERATIONNELLE (A)	5 416 563	1 179 048
+/- Flux liés aux actifs financiers et aux participations	164 371	62 694
+/- Flux liés aux immeubles de placement		
+/- Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles		
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT (B)	164 371	62 694
+/- Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires		
+/- Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement	-5 507 357	-36 223
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT (C)	-5 507 357	-36 223
Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalent de trésorerie (D)		
AUGMENTATION OU DIMINUTION NETTE DE LA TRESORERIE ET DES EQUIVALENTS DE TRESORERIE (A+B+C+D)	73 576	1 205 519

Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture		
Caisse, banques centrales, CCP (actif & passif)	470 330	9 955
Comptes (actif et passif) et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit	26 812	-718 332
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture		
Caisse, banques centrales, CCP (actif & passif)	599 976	470 330
Comptes (actif et passif) et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit	-29 257	26 812
VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE	73 576	1 205 519

V. — AFFECTATION DU RESULTAT DE L'EXERCICE 2017

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées Générales Ordinaires, sur proposition du Conseil d'administration, décide d'affecter le bénéfice de l'exercice 2017 s'élevant à 29 115 899,38 euros en totalité au compte « report à nouveau » ce qui portera à 99 361 576,66 euros le montant créditeur de ce compte.

L'Assemblée Générale prend acte de ce qu'aucune distribution de dividende au titre des trois précédents exercices n'est intervenue.

VI. — RAPPORT DE GESTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le rapport de gestion du conseil d'administration est disponible sur le site de la société : www.3cif.com ou sur simple demande au siège de la société.

VII. — RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Caisse Centrale du Crédit Immobilier de France (3CIF) relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014 ou par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Par ailleurs, les services autres que la certification des comptes que nous avons fournis au cours de l'exercice à votre société et aux entités qu'elle contrôle et qui ne sont pas mentionnés dans le rapport de gestion ou l'annexe des comptes annuels sont les suivants :

— Attestation de présence et avis sur la sincérité des informations de Responsabilité Sociétale des Entreprises.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Continuité d'exploitation

<i>Risques identifiés</i>	<i>Notre approche d'audit</i>
<p>Le Groupe Crédit Immobilier de France, dont la 3CIF est un des organes de refinancement, bénéficie depuis le 27 novembre 2013 de la garantie définitive de la République française. Cette garantie est conditionnée au respect du Plan de résolution ordonnée, approuvé par la Commission Européenne (ci-après « le Plan »), signé à cette même date, qui prévoit notamment la gestion de manière patrimoniale des portefeuilles de crédit et de titres d'investissement, reposant sur leur portage à leur maturité. Le Plan comprend en outre :</p> <ul style="list-style-type: none"> — une garantie dite « externe », consentie par l'Etat français, portant sur les titres financiers émis par 3CIF à compter du 28 février 2013, couvrant les besoins en liquidités externes du Crédit Immobilier de France d'un montant maximum de 16 milliards d'euros ; — une garantie dite « interne » à concurrence d'un montant maximum de 12 milliards d'euros portant sur les sommes dues à CIF Euromortgage au titre des placements de trésorerie qu'ils effectuent auprès de la 3CIF ainsi que sur les sommes dues par cette dernière au titre des opérations sur instruments financiers à terme conclues avec CIF Euromortgage. <p>Nous avons considéré la convention de continuité d'exploitation comme un point clé de l'audit en raison du contexte de mise en résolution ordonnée du Groupe.</p>	<p>Nos travaux ont consisté à apprécier les éléments, retenus par le Conseil d'administration, justifiant le maintien de la convention comptable de continuité d'exploitation et à prendre connaissance de la documentation qui sous-tend ces éléments, dont notamment le protocole relatif à la mise en place de la garantie définitive entre la République française, CIFD, la 3CIF et CIF Euromortgage, la garantie autonome à première demande émise en considération des titres financiers émis par la 3CIF accordée par la République française et la garantie autonome à première demande émise en considération des créances de dépôt consentie par la République française en faveur de CIF Euromortgage, signés le 27 novembre 2013.</p> <p>Nous avons interrogé la direction concernant sa connaissance d'événements ou de circonstances postérieurs au 31 décembre 2017 qui seraient susceptibles de mettre en cause la continuité d'exploitation.</p> <p>Nous avons également vérifié le caractère approprié des informations communiquées dans l'annexe au titre de la convention comptable de continuité d'exploitation.</p> <p>Les notes 1.1 « Garantie de l'Etat », 2.1 « Continuité d'exploitation » et 4.4.3 « Opérations avec les entreprises liées » de l'annexe aux comptes annuels rappellent que les comptes annuels de la Caisse Centrale du Crédit Immobilier de France – 3CIF ont ainsi été établis selon les règles applicables en situation de continuité d'exploitation</p>

Provisions pour restructuration dans le cadre de l'accord de gestion sociale

<i>Risques identifiés</i>	<i>Notre approche d'audit</i>
<p>Dans le cadre du Plan de résolution ordonnée approuvé par la Commission Européenne le 27 novembre 2013 (ci-après « le Plan »), le Crédit Immobilier de France Développement, maison-mère de 3CIF, a mené avec les organisations représentatives du personnel des négociations qui ont abouti le 20 décembre 2013 à la signature d'un accord de gestion sociale (AGS). Le Plan s'est traduit par la mise en œuvre de plans de sauvegarde de l'emploi (« PSE ») successifs, le PSE1 et le PSE2, finalisé en 2017, et le PSE3, en partie réalisé en 2017 et qui se poursuivra pour l'essentiel en 2018.</p>	<p>Pour apprécier le caractère raisonnable de l'évaluation de la provision au titre de l'accord de gestion sociale, nos travaux ont consisté à vérifier la cohérence des hypothèses actuarielles retenues et examiner la méthodologie des calculs effectués par la direction (étude de sensibilités et des scénarios de projection de la provision).</p> <p>En particulier, nous nous sommes assurés de la cohérence de la méthodologie appliquée pour la clôture de l'exercice 2017 avec celle de la clôture de l'exercice précédent.</p>

<p>Les provisions pour restructuration relatives à l'accord de gestion sociale font l'objet d'estimations qui reposent sur des hypothèses ayant par nature un caractère incertain, et les réalisations étant susceptibles de différer parfois de manière significative des données prévisionnelles utilisées. Les hypothèses actuarielles représentent les meilleures estimations faites par le CIFD des variables qui détermineront le coût final à comptabiliser. Il s'agit d'hypothèses démographiques (relatives aux caractéristiques futures du personnel actuel réunissant les conditions requises pour bénéficier des avantages), financières (portant sur le taux d'actualisation et les niveaux futurs des salaires ainsi que les avantages du personnel).</p>	<p>Nous avons également apprécié la pertinence du dispositif de contrôle interne et testé les contrôles clés concernant l'exhaustivité et la qualité des données notamment la validation des données permanentes des salariés.</p> <p>Enfin, nous avons également vérifié la correcte traduction comptable des engagements AGS à la clôture de l'exercice mais également des engagements réalisés au cours de l'exercice ainsi que le caractère approprié des informations communiquées dans l'annexe.</p>
---	--

Au 31 décembre 2017, les provisions sur engagements sociaux inscrites au bilan s'élèvent à 6,5 millions d'euros. Nous avons considéré que les provisions pour restructuration constituent un point clé de notre audit en raison de la part de jugement de la direction intervenant dans les paramètres intégrés dans le calcul de la provision. La note 1.4 « Provision pour restructuration dans le cadre de l'accord de gestion sociale » de l'annexe expose les règles comptables et les hypothèses actuarielles retenues pour le traitement comptable et l'évaluation des estimations de la provision comptabilisée.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux actionnaires

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Information sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par les articles L. 225-37-3 et L. 225-37-4 du code de commerce.

Concernant les informations fournies en application de l'article L. 225-102-1 du Code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Caisse Centrale du Crédit Immobilier de France (3CIF) par l'Assemblée Générale du 25 mai 2005.

Au 31 décembre 2017, nos deux cabinets étaient dans leur 13^{ème} année de leur mission sans interruption.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au comité d'audit

Nous remettons un rapport au comité d'audit qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit, figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 822-10 à L. 822-14 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Fait à Bordeaux et Courbevoie, le 27 avril 2018.

Les commissaires aux comptes :

PricewaterhouseCoopers Audit
MAZARS

Antoine Priollaud
Virginie Chauvin

